

Plus de 2 mois après l'enlèvement des 223 lycéennes le 14 avril 2014 à Chibok, la secte intégriste djihadiste Boko Haram poursuit ses attentats, dont le dernier en date intervenu le 1er juillet à Maïduguri a fait plus de 15 morts, et continue à prendre les femmes pour cible. La FIDH appelle le gouvernement nigérian et la communauté internationale à placer le respect des droits des femmes et des droits humains au cœur de la stratégie de lutte contre Boko Haram et de la lutte contre le terrorisme dans la bande sahélienne.

Dans la semaine du 16 juin, le groupe terroriste Boko Haram a attaqué plusieurs villages isolés dont celui de Kummabza (localité de Damboa) dans l'Etat de Borno, au nord-est du pays, et aurait enlevé à nouveau une soixantaine de femmes et jeunes filles et 31 jeunes garçons. Ce nouvel enlèvement porte à plus de 250 le nombre de femmes et en tout à plus de 300 le nombre de personnes enlevées par le groupe depuis deux mois. Le 7 juin 2014, Boko Haram avait encore enlevé 8 femmes dans la même ville de Chibok.

*« Le fait d'enlever des femmes est significatif du caractère réactionnaire, sexiste et dominateur de Boko Haram. Ce groupe porte à l'extrême une vision inacceptable du rôle des femmes dans la société. Notre organisation appelle le gouvernement nigérian et la communauté internationale à lutter contre Boko Haram aussi sur le terrain politique, social et des droits humains »* a déclaré Karim Lahidji à l'issue du Bureau international de la FIDH réuni à Paris.

Boko Haram poursuit sa politique de la terreur en menant une série d'attaques au Nigéria, qui porte à une vingtaine le nombre d'attaques perpétrées depuis deux mois, qui ont fait plus de 300 morts parmi les militaires et les civils. Alors que les offensives de Boko Haram interviennent avec plus de fréquence et d'intensité, la réponse militaire nigériane paraît toujours aussi insuffisante. Outre les très nombreuses violations des droits humains perpétrées par les militaires nigériens dans le cadre de la lutte contre Boko Haram, de nombreuses milices populaires ont été créées pour combattre la secte terroriste à l'image de la Civil Joint Task Force (CJTF) de Maïduguri qui serait elle aussi responsable de plus de 2000 exactions.

*« Le respect des droits humains dans la lutte contre Boko Haram est une condition de la réussite à long terme de l'élimination des causes du terrorisme. Assurer le respect des droits des femmes et le développement économique des régions où sévit la secte contribuerait à mettre fin aux agissements de Boko Haram sur le long terme »* a déclaré Alice Mogwe, Secrétaire général de la FIDH.

La FIDH continuera à interpeller le gouvernement nigérian ainsi que l'ensemble de la communauté internationale sur les crimes perpétrés par Boko Haram.

Source:

<http://www.awid.org/fre/Actualites-et-Analyses/Les-Droits-des-Femmes-dans-l-Actualite2/Nigeria-Les-femmes-toujours-la-cible-de-Boko-Haram>